

**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 236**

du **3** JUIL. 2025

**complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié autorisant la société TotalEnergies Petrochemicals France à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes de Saint-Avold et L'Hôpital, de l'atelier RC4, sis au sud de la plateforme chimique de Carling / Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié dit « arrêté-cadre » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2015-DLP-BUPE-295 du 28 septembre 2015 modifié portant autorisation d'exploiter une unité de production de Résines C4 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEP/N°2022-14 du 26 janvier 2022 apportant des compléments à l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié portant autorisation d'exploiter une unité de production de Résines C4 ;
- Vu** le dossier de demande de modification du 28 mars 2024 et le réexamen de l'étude de dangers de mars 2024 des équipements concernés par la demande de modification de l'atelier RC4 ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 12 juin 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 19 juin 2025 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;
- Vu** les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmises par courriel du 30 juin 2025 ;

**Considérant** que les modifications sollicitées par la société TotalEnergies Petrochemicals France concernant les modalités de fonctionnement de la ligne de production de l'atelier RC4 ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas d'évaluation environnementale ;

**Considérant** que les dispositions relatives au 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement concernant les garanties financières « mise en sécurité » ont été abrogées par décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ;

**Considérant** la nécessité de modifier certaines prescriptions ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La Société TotalEnergies Petrochemicals France dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, la Défense 6, 92400 Courbevoie est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire des communes de Saint-Avold et L'Hôpital, de l'atelier RC4, sis au sud de la plateforme chimique de Carling / Saint-Avold, détaillées dans les articles suivants.

### **Article 2** :

Les dispositions de l'annexe de l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié susvisé dit « arrêté-cadre » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour l'ensemble de l'établissement dont les installations sont visées par l'article R.515-58 du code de l'environnement et dont l'exploitation est autorisée par arrêtés préfectoraux propres à chaque atelier :

- la rubrique principale est la rubrique 3410.h relative à la fabrication de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles en relation avec cette rubrique principale sont celles relatives à la fabrication de produits chimiques organiques (BREF POL).

Pour l'ensemble de l'établissement les rubriques et capacités autorisées sont précisées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et Statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	DC	<p><u>Atelier Polyéthylène (PE)</u> : 7 727 kg</p> <p><u>Atelier Polystyrène (PS)</u> : 312 kg</p> <p><u>Atelier Résines W (RW)</u> : 110 kg</p> <p><u>Atelier Résines C4 (RC4)</u> : 2 760 kg</p> <p><u>Opérations Communes (OPECOM)</u> : 71 kg</p>	10 980 kg
1414-2a	<p>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés :</p> <p>2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) :</p> <p>a. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de gaz inflammables soumis à autorisation.</p>	A	<p><u>Atelier PE</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 poste de déchargement de wagons de Polypropylène ;</li> <li>- 1 poste de déchargement de camions de butane</li> </ul> <p><u>OPECOM</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 postes de déchargement de wagons de propylène ;</li> <li>- 2 postes de déchargement de wagons de 1,3-butadiène.</li> </ul>	10 postes de déchargement de GPL
1434-1b	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C<sup>(1)</sup>, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h.</p> <p><sup>(1)</sup> à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées</p>	DC	<p><u>Atelier RW</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 poste de déchargement de 18 m³/h</li> </ul>	18 m³/h
1434-2	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C<sup>(1)</sup>, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435).</p> <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation.</p> <p><sup>(1)</sup> à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées</p>	A	<p><u>Atelier Polyéthylène (PE)</u> :</p> <p>5 postes de déchargement de camions citernes d'Isododécane, Magly, huile de pyrolyse, GPL et MAH</p> <p><u>Atelier Polystyrène (PS)</u> :</p> <p>1 poste de déchargement de camions citernes d'éthylbenzène</p> <p><u>Atelier Résines W (RW)</u> :</p> <p>1 poste de déchargement de camions citernes d'AMS et de Xylène</p> <p><u>Atelier Résines C4 (RC4)</u> :</p> <p>1 poste de déchargement de camions citernes de MTBE ou toluène</p> <p><u>OPECOM</u> :</p> <p>16 postes de déchargement de wagons de styrène</p>	24 postes de déchargement de HL

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et Statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
1532-2b	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	D	<u>Atelier PE</u> : Volume de 480 m <sup>3</sup>  <u>Atelier PS</u> : Volume de 1 800 m <sup>3</sup>	2 280 m <sup>3</sup>
1630-2	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	D	<u>Atelier RW</u> : 77 t  <u>Atelier RC4</u> : 30 t  <u>Station déminéralisation</u> : 130 t	237 t
2661-1a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	A	<u>Atelier PE</u> : 580 t/j  <u>Atelier PS</u> : 770 t/j  <u>Atelier PPC</u> : 216 t/j	1 566 t/j
2661-2a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 2.. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j	E	<u>Atelier PS</u> : 40 t/j - Lignes de broyage PBU : 40 t/j	40 t/j
2662-1	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup>	E	<u>Atelier PE</u> : 32 200 m <sup>3</sup> en stockage extérieur + 12 750 m <sup>3</sup> en silos + 25 000 m <sup>3</sup> sous entrepôt couvert  <u>Atelier PS</u> : 44 100 m <sup>3</sup> en silos + 15 100 m <sup>3</sup> sous entrepôt couverte  <u>Atelier PPC</u> : 14 090 m <sup>3</sup> en silos + 15 100 m <sup>3</sup> en entrepôt couvert  <u>Atelier RW</u> : 2 400 m <sup>3</sup> en stockage extérieur  <u>Atelier RC4</u> : 700 m <sup>3</sup> en stockage extérieur	161 440 m <sup>3</sup>

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et Statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	E	<u>Atelier PPC</u> : 225 m <sup>3</sup> en silos + 3 775 m <sup>3</sup> sous structure souple	4 000 m <sup>3</sup>
2915-1a	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point d'éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 L	E	<u>Atelier PE</u> : 87 000 L  <u>Atelier PS</u> : 170 000 L	257 000 L
2915-2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 L	D	<u>Atelier PE</u> : 120 000 L	120 000 L
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	E	<u>Atelier PE</u> : TAR PE : 52 000 kW  <u>Atelier PS</u> : TAR PS : 9 240 kW  <u>Atelier PPC</u> : TAR PPC : 3 000 kW  <u>Atelier RC4</u> : TAR RC4 : 4 900 kW	69 140 kW
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération <sup>(n)</sup> étant supérieure à 50 kW  <i><sup>(n)</sup> Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i>	D	<u>Atelier PPC</u> : 92 kW  <u>Atelier PE</u> : 59 kW  <u>Atelier PS</u> : 147 kW	298 kW
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	A	<u>Atelier PE</u> : 7 MW - Chaudières 20A et 20B aux produits non commerciaux (huile de pyrolyse) : 2 x 3,5 MW  <u>Atelier PS</u> : 9 MW - Chaudières F8701A, F8701B et F8701S au gaz naturel et aux produits non commerciaux : 3 x 3 MW  <u>Atelier RW</u> : 3 MW - Chaudière C1832 au gaz naturel : 3 MW  <u>Atelier RC4</u> : 39,4 MW - Chaudières S8430A et S8430B au gaz naturel et aux purges d'éthylène : 2 x 19,5 MW - Oxydateur Y8450 : 0,4 MW	58,4 MW



Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et Statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	A	<u>Atelier PE</u> : 580 t/j (211 700 t/an) - L41 : 240 t/j - L43 : 340 t/j  <u>Atelier PS</u> : 770 t/j (281 050 t/an) - Psc1 : 210 t/j - Psc2 : 230 t/j - Psc3 : 330 t/j  <u>Atelier RW</u> : 40 t/j (14 600 t/an) - 1 ligne de production  <u>Atelier RC4</u> : 24 t/j (8 760 t/an) - 1 ligne de production	1 414 t/j 516 110 t/an
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	D	<u>Atelier PE</u> : (y compris encours) - Acrylates dont les acrylates d'éthyle : 4 t	4 t
4150-1	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 20 t	A	<u>Atelier PE</u> : (y compris encours) MAGLY : 30 t	30 t
4310-1	Gaz inflammable catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t	A SSB	<u>Atelier PE</u> : (y compris encours) Éthylène : 20 t	20 t
4330-1	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point d'éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée <sup>(1)</sup> . La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t  <sup>(1)</sup> Conformément à la section 2.6.4.5 de l'annexe I du règlement (CE) n°1272/2008, il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35 °C dans la catégorie 3 si l'épreuve de combustion entretenue du point L 2, partie III, section 32, du Manuel d'épreuves et de critères des Nations unies a donné des résultats négatifs. Toutefois, cette remarque n'est pas valable en cas de température ou de pression élevée, et ces liquides doivent alors être classés dans cette catégorie.	A SSH	<u>Atelier PS</u> : (y compris encours) Styrène : 187 t  <u>Atelier RC4</u> : MTBE : 13 t	200 t
4331-1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	A SSB	<u>Atelier PE</u> : (y compris encours) - Isododécane : 325 t - Éthylbenzène : 5 t  <u>Atelier PS</u> : (y compris encours) - Éthylbenzène : 27,84 t - Styrène : 1 143 t	14 566 t

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et Statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
	1. Supérieure ou égale à 1 000 t		<u>Atelier RW</u> : (y compris encours) - Styène : 55 t - Xylène : 98,5 t  <u>Atelier RC4</u> : (y compris encours) - MTBE : 127 t - Toluène : 127 t - Sodium terbutoxyde 17 % dans MTBE : 1,1 t - Potassium tert-butoxide 10 % dans MTBE : 0,188 t  <u>OPECOM</u> : (y compris encours) - Styène en stockage fixe : 9 000 t (bacs V471 et V472) - Styène en citernes mobiles : 60 wagons de 60 t, soit 3 600 t  <u>Hall déchets</u> : Déchets divers en attente d'élimination : 56 t	
4421-1	Peroxydes organiques type C ou type D. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 3 t	A	<u>Atelier PE</u> : (y compris encours) 19 t  <u>Atelier PS</u> : (y compris encours) 4,4 t	23,4 t
4431	Liquides pyrophoriques catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t	A SSB	<u>Atelier RC4</u> : (y compris encours) - n-butyllithium : 59 t	59 t
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t	A SSH	<u>Atelier PE</u> : (y compris encours) - huile de pyrolyse : 132 t - produits de traitement de l'eau : 4 t - hypochlorite de sodium : 6 t  <u>Atelier PS</u> : (y compris encours) - hypochlorite de sodium : 1 t - N-Dodecyl Mercaptan : 6 t  <u>Atelier PPC</u> : (y compris encours) - Additifs solides : 19 t  <u>Atelier RC4</u> : (y compris encours) - produits de traitement de l'eau : 3 t - hypochlorite de sodium : 2 t - naphtalène : 1 t  <u>OPECOM</u> : (y compris encours) - hypochlorite de sodium : 12 t - N-Dodecyl Mercaptan : 2 t  <u>Hall déchets</u> : Déchets divers en attente d'élimination : 40 t	228 t
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	A SSB	<u>Atelier PPC</u> : (y compris encours) - Additifs solides : 20 t  <u>Atelier RW</u> : (y compris encours) -Alpha Méthyl Styène : 246,5 t  <u>Atelier RC4</u> : (y compris encours) - butyl-hydroxy-toluène : 1,5 t  <u>Hall déchets</u> : Déchets divers en attente d'élimination : 40 t	308 t

Rubrique	Désignation de la rubrique	Régime (1) et Statut SEVESO	Nature de l'installation	Total autorisé pour l'établissement
4715-2	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	D	Cf annexe confidentielle	
4718-1a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans des cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pressions transportables a. Supérieure ou égale à 35 t	A SSH	Cf annexe confidentielle	
4718-2a	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans des cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) : 2. Pour les autres installations : a. Supérieure ou égale à 50 t	A SSH	Cf annexe confidentielle	
4720-1	Oxyde d'éthylène (numéro CAS 75-21-8). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 t	A SSB	Cf annexe confidentielle	
4721-1	Oxyde de propylène (numéro CAS 75-56-9). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 t	A SSB	Cf annexe confidentielle	
4736-2	Trifluorure de bore (numéro CAS 7637-07-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 5 t	DC	Cf annexe confidentielle	

A : autorisation - D : déclaration - DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement - SH : seuil haut - SB : seuil bas »



### **Article 3 :**

Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral 2015-DLP-BUPE-295 du 28 septembre 2015 modifié et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2022-14 du 26 janvier 2022 susvisés sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- « Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :
- l'étude de dangers « Atelier Résines C4 – Révision Décembre 2020 » complétée par les éléments transmis par courriel du 21 juin 2021 susvisé, et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans cette étude de dangers ;
  - la notice de réexamen « Unité RC4 – Projet cCTT – Révision mars 2024 » et sont équipés des mesures de maîtrises des risques complémentaires listées dans cette notice de réexamen.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers susvisée.

L'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers « Atelier RC4 » avant le 1<sup>er</sup> décembre 2025.

La notice de réexamen est conclusive sur les 3 points suivants :

- les mesures de maîtrise des risques (MMR) existantes (ou éventuellement les barrières de sécurité) sont suffisantes, efficaces, fiables et pérennes et il n'est pas possible d'en mettre en place de nouvelles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus ;
- les conclusions de l'étude de dangers existante ne sont pas affectées par les conclusions du point précédent, les modifications réalisées sur l'installation ou les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux ;
- le site reste compatible avec son environnement (enjeux humains existants en termes de risques collectifs) compte tenu des MMR lorsqu'elles existent et, le cas échéant, des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'étude de dangers pour réduire le risque individuel.

L'exploitant est encouragé, dans le cadre du réexamen quinquennal, à fournir des documents conçus pour permettre d'effectuer facilement l'occultation ou la disjonction des informations relevant de secrets protégés par la loi, notamment des informations sensibles vis-à-vis de la sûreté des sites. »

### **Article 4 :**

Les dispositions du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral 2015-DLP-BUPE-295 du 28 septembre 2015 modifié susvisé sont abrogées.

### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société TotalEnergies Petrochemicals France, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et aux maires de Saint-Avold et L'Hôpital.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Richard Smith

### **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.